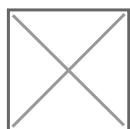


Un Noël sous Covid en Palestine

Description

Par Joseph Gedeon, le 12 décembre 2020

Les Palestiniens sont soumis au confinement et au couvre-feu depuis des décennies. Le coronavirus n'a fait qu'aggraver leurs problèmes.



Une messe célébrée en l'église de la Nativité de Bethleem, en Cisjordanie, le 24 décembre 2018. REUTERS/Mussa Qawasma

Autour de Noël, en 2019, l'hôtel de la Nativité à Bethleem offrait un spectacle extraordinaire. Le hall était bordé d'arbres de Noël dont les ornements et les rubans blancs se refléchissaient sur le sol de marbre blanc, pendant que le personnel de l'hôtel se hâtait à la rencontre des clients, dont il transportait les bagages. Un décor à l'ancienne fait de lampes, de vases, de peintures évoquant une époque majestueuse de l'histoire du Proche-Orient entourait le salon grandiose où une bonne douzaine de divans bleus et blancs alliait modernité et charme modeste. Des lumières vives faisaient étinceler le marbre et les ornements. En tout cas, tel est le souvenir que Khalil Saliba Tareh en a gardé.

Moins d'un an après, Tareh, 37 ans, propriétaire et directeur de l'hôtel, est assis tout seul sur l'un de ces divans dans un hôtel désert et regarde des vidéos remontant à ce décembre-là. Il ne pouvait imaginer alors qu'au début de mars, Bethleem qui tire du tourisme 40 pour cent de ses revenus serait un des premiers lieux de Cisjordanie à succomber au coronavirus. Ces jours-ci, il passe son temps à se remémorer la vie avant la pandémie.

« J'avais 75 employés, je n'en ai plus que cinq qui travaillent à temps partiel », dit-il. « Nous dépendons de personnes qui viennent visiter la ville en solitaires. C'est pourquoi je vous assure que ça ne va pas s'améliorer dans ici deux ou trois ans. »

D'une certaine façon, les Palestiniens des territoires occupés ont subi un conditionnement qui les a habitués aux couvre-feux et aux restrictions de déplacements qui ont découlé de la pandémie, puisque leur vie quotidienne est régie depuis des décennies par les bouclages, les couvre-feux, les blocus imposés par l'armée israélienne, les confiscations de terres, les expansions de colonies, et autres exactions. Mais le virus a intensifié ces difficultés, fissurant une économie qui, du moins en Cisjordanie, s'améliorait de façon constante.

La situation sanitaire et économique est incomparablement pire dans la bande de Gaza, densément peuplée et soumise depuis longtemps à un blocus, manquant à un point critique de ventilateurs et autres équipements médicaux au moment où les infections au coronavirus montent

en flèche, ce qui a conduit les responsables de l'Organisation mondiale de la santé à lancer une mise en garde en novembre : selon eux, il faudrait moins d'une semaine pour que les infrastructures de Gaza soient submergées. Parce qu'Israël continue à appliquer à Gaza un blocus presque total, il est difficile de comparer sa réponse à la Covid-19 à celle de la Cisjordanie. De fait, le PIB de celle-ci croissait avant la pandémie parce que l'Autorité palestinienne (AP) a pu miser sur l'industrie touristique, inexistante à Gaza. Rien qu'en 2019, 1,9 million de visiteurs sont venus voir l'église de la Nativité à Bethlém, à l'emplacement supposé de la naissance de Jésus. À ce moment-là, la population de la ville s'élevait à 30 000 personnes.

À l'époque, les touristes étaient nombreux. Plus de 3,5 millions de touristes ont visité la Cisjordanie en 2019, chiffre de **15 pour cent** supérieur à l'année précédente, selon la ministre palestinienne du Tourisme et des Antiquités, Rula Maayah. Malgré leurs dimensions réduites, Bethlém et le reste de la Cisjordanie étaient prêts à accueillir ces effectifs, lesquels ne pouvaient qu'augmenter, pensait-on, dans les années à venir. L'AP, en effet, était consciente du potentiel de la région pour le tourisme religieux, qui devait déboucher sur une poursuite de la croissance et des investissements gouvernementaux.

La Covid-19 a bouleversé tout cela. Un **rapport** du Bureau central des statistiques palestinien publié le 27 septembre, journal mondial du Tourisme, donne un chiffre inférieur à 660 000 visiteurs pour la moitié de 2020 à presque la moitié autant des Palestiniens qui résident dans la région.

La propagation de la Covid-19 a eu un impact particulièrement fort dans les territoires occupés, puisque presque 60 pour cent des travailleurs de Cisjordanie et de Gaza sont employés dans le secteur de la restauration, de l'hôtellerie, du commerce, ou des services. Environ 75 000 habitants des territoires n'ont pas encore retrouvé les emplois qu'ils ont perdus l'an dernier, ce qui fait monter le chiffre global du chômage à 19 pour cent en Cisjordanie.

À Gaza, le marché du travail, dont la situation est désastreuse et qui est vu depuis longtemps interdire la possibilité d'une industrie touristique à cause du blocus, connaît un taux de chômage de 49 pour cent, chiffre qui a guère changé au fil des années et qui, en 2017, était le plus élevé du monde. Presque 60 pour cent des Gazaouis qui ont un emploi travaillent dans l'industrie des services.

Depuis mars, les trajets de Gaza à Israël en empruntant le point de passage d'Erez ont représenté environ 3 ou 4 pour cent de ce qui est considéré comme normal, précise Miriam Marmur, coordinatrice des médias internationaux au sein de **Gisha**, organisation israélienne de défense des droits humains et de recherche qui se concentre sur la liberté de circulation des Palestiniens de Gaza. Les groupes de gens qui ont subi les impacts les plus lourds sont ceux, très rares, qui auraient antérieurement rempli les critères de déplacement pour faire des achats, ceux qu'Israël définit comme des exceptions humanitaires, et ceux qui ont des permis de commerce.

Pour les Palestiniens de Gaza, le passage d'Erez par l'armée israélienne est le seul point d'entrée en Israël et en Cisjordanie occupée. On y compte généralement des milliers de passages quotidiens pour des raisons de travail, de soins médicaux et autres motifs de voyage. Pendant la quasi-totalité de 2019, la moyenne des sorties de Gaza s'élevait mensuellement à 14 960, plus de 10 000 personnes concernées se terminant comme des

commerçants, selon Gisha. Mais jusqu'en octobre 2020, 612 Palestiniens seulement ont pu sortir. En septembre et en octobre combinés, seuls deux Palestiniens entrant dans la catégorie des commerçants ont obtenu de franchir le passage frontalier.

L'arrêt du tourisme et des voyages a quand même eu un avantage : il a limité la propagation du coronavirus. Sur la population estimée à 5 millions d'habitants des territoires occupés, il y a eu, à la date du 1^{er} décembre, 98 850 cas de Covid-19, avec 822 morts, selon l'OMS. Sur les 9 millions de personnes qui vivent en Israël, 332 192 ont contracté la maladie, et 2 831 en sont mortes.

La Palestine était mieux préparée à la première vague de coronavirus que bien d'autres gouvernements parce que, l'année d'avant, les forces de sécurité de l'AP ont réussi à exercer des pressions sur la communauté internationale pour obtenir une [simulation relative à une urgence de santé publique](#). Les donateurs internationaux leur ont remis un atelier, et ils lui ont donné forme sur la base d'une épidémie potentielle de MERS [Middle East respiratory syndrome, syndrome respiratoire du Moyen-Orient], explique Tahani Mustafa, chercheur de la London School of Economics basé en Jordanie.

Cet exercice est avéré complexe, comme l'AP souffrait d'un manque de choix logistiques limités et d'un secteur sanitaire en difficulté du fait de l'occupation militaire israélienne, qui a empêché l'acquisition de matériel et de produits et a fortement restreint les déplacements nécessaires pour actualiser la formation et le développement médicaux, selon un rapport publié par al-Shabaka, groupe de réflexion indépendant palestinien et global.

Mustafa explique que cette simulation devait comporter tout d'abord un atelier de représentants des différentes branches du secteur de la sécurité, suivi par un atelier destiné à des acteurs politiques pertinents, notamment des représentants du ministère de la Santé. Le premier atelier tenu en 2019 envisageait des solutions potentielles à des problèmes anticipés et notamment un nouveau coronavirus respiratoire.

Avant que le deuxième atelier puisse avoir lieu, la Covid-19 a frappé. La première simulation était encore présente à sa mémoire, l'AP a agi rapidement, mettant sur pied un centre d'opération conjoint, où le ministère de la Santé, le cabinet du Premier ministre, et les services de sécurité ont élaboré des procédures et des règlements et les ont ensuite déployés à chaque gouvernorat de Cisjordanie.

Lors de la première vague, ce qui s'est produit, c'est une réponse instantanée dès qu'il y a eu une flambée à Bethléem, dit Mustafa. Ils ont pratiquement bouclé le secteur, puis, une semaine ou deux plus tard, toute la Cisjordanie a été soumise à un confinement sévère. Au cours des deux premiers mois, ils ont fait un bon boulot. Dès après ce que j'ai entendu dire, il y a eu une bonne cohésion publique, où les gens se conformaient aux règles. Mais à la différence de la simulation, la pandémie ne s'est pas arrêtée.

Dix mois se sont écoulés depuis cette période de succès relatif, et une réalité différente a émergé dans les territoires occupés. Des checkpoints improvisés en terre et en pierre séparent maintenant les localités. Les déplacements et le commerce avec Israël sont encore plus restreints que d'habitude. Les kits de test et le matériel font défaut [de façon alarmante](#). Les 350 respirateurs artificiels disponibles dans les territoires avaient tous été utilisés en juillet,

selon le ministre de la Santé. À la même période, Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, déclarait des efforts en vue de l'annexion, menace qui préoccupait la direction palestinienne. Le gouvernement étant submergé, Israël n'a pas vu d'autre issue que de chercher à étranger un soutien financier. Mais elle est heurtée à un barrage routier.

Dans le passé, les Palestiniens se reposaient largement sur le soutien des États-Unis, qui levait environ 400 millions de dollars par an, selon un rapport du Congrès en date de 2018. Mais l'Anti-Terrorism Clarification Act, loi bipartite promulguée en 2018 par le président Trump, a réduit ce financement à presque rien. Aux termes de cette loi, toute entité étrangère qui reçoit une aide des États-Unis doit accepter la compétence des tribunaux étasuniens en ce qui concerne les affaires liées à l'anti-terrorisme, ce qui signifie que Israël pourrait faire l'objet de poursuites relatives au terrorisme fondées sur la loi américaine. Considérant qu'elle verse des subsides aux familles de citoyens palestiniens emprisonnés en Israël, dont certains sont inculpés pour faits de terrorisme, Israël a pris l'option de ne plus accepter de fonds étasuniens. Quand l'économie palestinienne est troublée à l'antenne après la première vague de coronavirus, Washington est engagé à verser une aide de 5 millions de dollars, une somme dérisoire, à peu près 1 pour cent de l'ancien budget annuel de l'aide étasunienne à Israël.

Selon des données émanant des services du ministre palestinien des Finances et une analyse effectuée par la publication en ligne Al-Araby Al-Jadeed, basée à Londres, Israël n'a reçu depuis le mois de mars aucune aide de pays arabes, dont certains ont signé au cours de cette période des accords de normalisation avec Israël cautionnés par les États-Unis. Ces suppressions se sont ajoutées à une diminution de 50 pour cent de l'aide extérieure à la région, le financement total tombant de 500 millions de dollars en 2019 à 255 millions en 2020.

«Quand nous demandons comment les Palestiniens parviennent à vivre dans ces conditions, nous devons comprendre que la situation n'a jamais été aussi mauvaise», souligne Yara Asi, postdoctorante à l'université Central Florida qui mène des recherches sur la santé et le développement au sein de populations fragiles et en proie aux conflits. «Les Palestiniens qui en ont les moyens continueront à avoir accès à des établissements privés de qualité supérieure ou, s'il est possible de voyager, se rendront en Jordanie, en Égypte ou dans d'autres États pour y recevoir des soins de santé de bon niveau qu'ils ne pourraient obtenir dans leurs territoires», poursuit-elle. «Les Palestiniens à faibles revenus continueront à faire appel au secteur public de la santé, alimenté par une aide fragmentaire à l'Autorité palestinienne, puisque les financements étasuniens ont pratiquement cessé.»

Même si des donateurs dans d'autres parties du monde ont partiellement compensé les fonds manquants, ajoute Asi, de nombreux Palestiniens ne pourront plus du tout bénéficier de soins de santé, à l'heure où les ressources s'épuisent tandis que les établissements médicaux manquent de personnel et que les soignants sont surmenés. Par exemple, des milliers de Palestiniens se passent de soins ophtalmologiques nécessaires, car cela fait des mois qu'ils n'ont pas pu consulter un spécialiste», dit-elle. «Selon un rapport, 1 200 opérations chirurgicales destinées à améliorer la vue ont été annulées depuis avril.»

Selon certains critiques, le gouvernement palestinien n'est pas irrécupérable. Une analyse menée par al-Shabaka estime que, sur le budget de Israël, presque 1 milliard de dollars est affecté au secteur de la sécurité dont le bilan est depuis longtemps marqué par des

violations des droits humains soit une somme supérieure aux secteurs réunis de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. En fait, la Palestinian Doctors Association (Association des médecins palestiniens), un syndicat cisjordanien, a entamé une grève en février dernier pour exiger davantage d'investissements du gouvernement, constatant un manque aigu de personnel et d'équipement. Ce mouvement est terminé le 6 mars pour faire face à l'épidémie de coronavirus.

Certains experts pensent que, en conséquence de priorités contradictoires, d'un manque de fonds et de matériel, et de la menace d'annexion, l'AP a choisi de faire face à la pandémie en prolongeant des mesures de confinement strict, ce qui a fait qu'irriter encore davantage les Palestiniens.

Cela a conduit certains militants palestiniens des droits humains à penser qu'en raison de l'incapacité du gouvernement à agir efficacement au virus, il a été plus difficile pour les Palestiniens de se concentrer sur leur combat pour l'autodétermination.

Le citoyen palestinien n'a reçu aucune aide du gouvernement, alors que [l'AP] a reçu une somme importante, affirme dans un courriel Anwar Abu Adas, avocat en droit international basé à Ramallah. Le gouvernement n'a pas établi un budget correct, et l'argent n'a pas été dépensé conformément aux plans ou aux accords conclus.

Par ailleurs, l'interminable occupation israélienne a peut-être suscité chez les Palestiniens un désavantage psychologique dans le déclenchement de la pandémie.

L'occupation se manifeste également de certaines façons, des grands problèmes aux plus petits, des restrictions de la circulation et des contraintes administratives, continue Asi. Les conséquences de l'occupation se percutent sur tous les aspects de la vie, de la nourriture qu'il est possible de manger aux relations sociales, ou la pollution à laquelle les gens sont exposés tous ces éléments tant déterminants pour la santé.

Mais les conditions difficiles ne sont pas réservées aux habitants des territoires occupés. De l'autre côté de la Ligne verte, à Jérusalem-Ouest, Johnny Asmar, guide touristique qui se présente comme un Arabe israélien, commence à accepter la nouvelle réalité de la vie sous coronavirus.

Pendant les guerres, l'intifada, on restait à la maison pendant six ou sept mois, mais cette fois c'est complètement différent, dit Asmar, qui est devenu guide touristique il y a plus de 20 ans, marchant ainsi sur les pas de son père. Nous ne savons pas quand nous allons reprendre le travail. Tout le monde pense à changer de métier.

Pour éviter un exode des travailleurs dans le secteur du tourisme, habituellement florissant dans le pays, le gouvernement israélien a adopté une loi destinée à soutenir les guides au cours de la pandémie. D'ordinaire Asmar et d'autres qui font le même travail peuvent toucher des allocations chômage, qui ne leur étaient pas accessibles auparavant. Asmar indique qu'il touche seulement 4 000 shekels par mois (environ 1 200 dollars), à peu près 20 pour cent de sa rémunération nette habituelle. Mais il souligne qu'il a de la chance d'obtenir quelque chose. La situation du côté des Palestiniens et de leur gouvernement en ce moment n'est pas excellente, dit-il. Nous, au moins, on reçoit quelque chose, mais eux, ils n'ont rien.

Pourtant, à Jérusalem-Est, juste de l'autre côté du mur de séparation, Rasheed Nashashibi a trouvé une façon de maintenir en vie son activité dépendante du tourisme. Il est propriétaire de l'hôtel Golden Walls, que son grand-père a bâti en 1964. Il compte 120 chambres et emploie 60 personnes dont aucune n'a été licenciée. En convertissant son hôtel en refuge pour les travailleurs palestiniens coincés à Jérusalem après qu'Israël a fermé ses frontières pendant un confinement qui a duré des mois, et en bénéficiant d'un prêt et de deux subventions reçues du gouvernement israélien, Nashashibi est arrivé à rester solvable.

« Nous avons survécu en remplissant notre hôtel de travailleurs en usine ou du bâtiment », dit-il au téléphone. « Nous avons mis la plupart de nos employés en congé, situation où le gouvernement [israélien] leur verse jusqu'à 75 pour cent de leur salaire. L'hôtel n'a jamais fermé. » Nashashibi précise que le prêt qu'il a reçu représentait environ 16 pour cent du revenu de l'année précédente, qui s'élevait à 1,5 million de shekels, soit 450 000 dollars.

Mais tout le monde n'a pas eu cette chance. Pour Malda Alami, le coronavirus a entraîné une séparation d'avec ses proches en raison de la réglementation extrêmement stricte des déplacements et du confinement. Alami, 28 ans, Palestinienne dotée de la citoyenneté israélienne et vivant à Jérusalem, a épousé en 2020 un homme qui réside à Ramallah, en Cisjordanie. Mais, parce que les restrictions en matière de sécurité et de déplacement ont été durcies au cours de l'été et d'une grande partie de l'automne, elle a passé trois mois sans le voir. « Mon mari a une carte d'identité palestinienne, et il lui faut un permis pour entrer à Jérusalem », or, le gouvernement israélien a suspendu tous les permis concernant la Cisjordanie en raison du confinement », explique-t-elle. « Ça était difficile de franchir les checkpoints mais, à cause du virus, tout est devenu un million de fois plus dur. »

Ce qui est encore plus exaspérant aux yeux d'Alami, c'est que les complications liées aux déplacements ne sont pas les mêmes pour tous les habitants de la région. Alors que le nombre de cas mortels a été plus élevé en Israël que dans les territoires, Mustafa, le chercheur basé en Jordanie, a remarqué que les citoyens israéliens avaient reçu un laissez-passer non officiel pour se déplacer en Cisjordanie. De ce fait, explique Alami, il est plus difficile pour les Palestiniens d'améliorer la situation sanitaire, puisque cela autorise des individus infectés à entrer en Cisjordanie et à en sortir.

Pendant ce temps, le [Centre Al Mezan pour les droits humains](#) a constaté que des bulldozers de l'armée israélienne avaient détruit sur 300 mètres dans la bande de Gaza au milieu du mois d'octobre, infligeant aux terres agricoles et aux systèmes d'irrigation des dégâts qui sont les plus lourds provoqués par une incursion de l'armée israélienne depuis 2014. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a signalé que les forces israéliennes avaient mené 45 [incursions similaires](#) à Gaza dans la seule année 2020.

Compte tenu du manque de ressources, de l'état désastreux de l'économie, des restrictions des déplacements et de la menace persistante d'annexion, il est difficile de dire ce que l'avenir réserve aux Palestiniens. Certes, la Covid-19 a été un coup terrible, mais Alami la situe dans un contexte plus large qui inclut des décennies d'invasion militaire, d'occupation, d'expropriation, d'asphyxie économique et de restrictions de la liberté de circulation. « Personne au monde ne comprend la gravité de ce qui se passe ici, jusqu'au moment où on

vient voir soi-même ce qu'il en est», dit-elle. «Les mesures liées au virus, le confinement, le couvre-feu, ici et dans le reste du monde, sont temporaires. La Palestine a vécu tout cela pendant plus de 70 ans. Le coronavirus, c'était le pompon.»

Joseph Gedeon est journaliste, candidat à un MA et Gray Fellow for International Reporting à l'école de journalisme de Columbia, couvrant les questions de race, de politique, et les sociétés postcoloniales.

Source : [The Nation](#)

Traduction SM pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. apartheid
2. colonisation
3. décembre
4. fêtes
5. Israël
6. Noël
7. palestine

date créée
2020/12/17